

Colloque scientifique, FOFIFA / SCAC (FSP Forum de la recherche)

« Changements induits dans les campagnes malgaches
par l'évolution des prix des produits agricoles »

8-10 Novembre 2005, Antananarivo

Crise hier, opportunités aujourd'hui, défis pour demain : le cas de la filière riz à Madagascar

Marie-Hélène Dabat ¹, Simon Razafimandimby ²

¹ CIRAD dabat@cirad.fr, ² FOFIFA simon_razafy@yahoo.fr

Résumé

Les auteurs se proposent de porter un regard à la fois rétrospectif et prospectif sur la dynamique récente du marché du riz à Madagascar et ses effets d'entraînement sur la situation des campagnes malgaches. La communication s'appuie sur une analyse de la filière en 1999-2000, sur un relevé hebdomadaire et mensuel des prix en milieux urbain et rural et sur un diagnostic de la commercialisation en 2004-2005, pour analyser cette évolution conjoncturelle et son potentiel à modifier structurellement la situation de la filière rizicole et plus largement les revenus et les conditions de vie des paysans. La manifestation la plus visible d'une situation qualifiée « de crise », a été une augmentation substantielle des prix de détail. Elle est due à une combinaison de facteurs, d'une part, internes et externes ; d'autre part, physiques, monétaires et politiques : aléa climatique, difficulté à estimer le « gap » entre production et consommation, dépréciation de la monnaie, augmentation des prix internationaux et intervention de l'Etat. Cette crise a eu certains effets redistributifs immédiats dont la pérennisation est questionnée : le prix du riz a incontestablement été un facteur d'enrichissement pour les uns et d'appauvrissement pour les autres. Cette situation exceptionnelle a offert plusieurs opportunités qui peuvent déboucher sur des perspectives favorables de relance de la filière riz : (i) les signaux de prix sont arrivés aux paysans leur donnant la possibilité de cibler le riz comme culture commerciale mais aussi permettant aux ménages de limiter le risque de pénurie vivrière ; (ii) le ratio prix de l'engrais/prix du paddy s'est amélioré pouvant être une incitation pour les riziculteurs à utiliser l'engrais et à améliorer leur productivité ; (iii) les cours élevés du riz au niveau international pourraient permettre au riz malgache de redevenir compétitif à l'exportation ; (iv) enfin la situation 2004 a montré qu'il était important d'exploiter la diversité des possibilités techniques offertes par la riziculture malgache, des cultures marginales comme le riz précoce ou tardif ayant atténué la pénurie à des moments critiques. La crise s'est jouée sur le terrain économique mais plus que tout a pointé un problème institutionnel qui est le manque de transparence et de confiance entre les partenaires de la filière riz qui a nuit à la gestion collective de cette période difficile. Les modalités d'un pilotage public/privé de la filière riz sont indispensables mais difficiles à trouver après une longue habitude d'interventionnisme plus ou moins marqué de l'Etat et une libéralisation plus imposée que choisie. Par ailleurs un des acquis de cette période difficile a été d'élargir le spectre des possibilités de devenir pour cette filière montrant qu'il convient de préparer la phase post-autosuffisance.

Crise hier, opportunités aujourd'hui, défis pour demain : le cas de la filière riz à Madagascar

Marie-Hélène Dabat ¹, Simon Razafimandimby ²

¹ CIRAD dabat@cirad.fr, ² FOFIFA simon_razafy@yahoo.fr

URP Systèmes de culture et rizicultures durables (SCRiD)

Nahoana no atao hoe : « Be ny raharaha », ka ny voly vary indray no tsy efa ?

Pourquoi dire : “Il y a beaucoup à faire”, et pourtant le riz n'est pas encore planté ?

Les auteurs se proposent de porter un regard à la fois rétrospectif et prospectif sur la dynamique récente du marché du riz à Madagascar et ses effets d'entraînement sur la situation des campagnes malgaches. La communication s'appuie sur une analyse de la filière en 1999-2000, sur un relevé hebdomadaire et mensuel des prix en milieux urbain et rural et sur un diagnostic de la commercialisation en 2004-2005, pour analyser cette évolution conjoncturelle et son potentiel à modifier structurellement la situation de la filière rizicole et plus largement les revenus et les conditions de vie des paysans. La manifestation la plus visible d'une situation qualifiée « de crise » sur le marché du riz fin 2004 - début 2005, a été une augmentation substantielle des prix de détail. En empruntant à la théorie économique des régulationnistes, la crise est entendue ici à la fois comme le fait d'une perturbation externe et comme une remise en question du mode de régulation. Elle est un épisode au cours duquel, d'abord, la poursuite de la reproduction d'un système économique se trouve bloquée du fait d'évènements qui trouvent leur origine à l'extérieur ; ensuite, les mécanismes associés à la régulation en vigueur se révèlent incapables de renverser les évènements conjoncturels défavorables [Boyer, 1986]. La crise étudiée est due à une combinaison de facteurs, d'une part, internes et externes ; d'autre part, physiques, monétaires et politiques. Au-delà de certains effets redistributifs immédiats dont la pérennisation est questionnée, cette situation exceptionnelle a offert plusieurs opportunités qui peuvent déboucher sur des perspectives favorables de relance de la filière riz.

Le riz à Madagascar: produit de culture ou d'agriculture ?

Le riz à Madagascar est une denrée à la fois économique, sociale et politique [Dabat et al., 2004]. Il s'apparente profondément à ce que le maïs est pour les pays d'Amérique Centrale ou le soja pour la Chine. Le riz est cultivé dans ce pays depuis des siècles, il est profondément ancré dans la culture et les rapports sociaux des habitants : plus de 70 proverbes montrent l'importance du riz dans la vie quotidienne des Malgaches [Houlder et al., 1960]. Il a contribué à asseoir la puissance du royaume Merina et de ses différents souverains, grands bâtisseurs des infrastructures de maîtrise de l'eau, depuis le début du XVI^e siècle jusqu'au début du XIX^e siècle [Abé, 1984]. Rakotomalala et al. [2001] montrent de quelle façon ces personnages royaux ont récupéré les images du riz pour renforcer leur pouvoir politique, en associant le riz, d'une part, avec Dieu, et d'autre part, avec le Roi. Ainsi, le poids des dimensions non économiques du riz à Madagascar empêche les agents de cette filière de réagir au seul paradigme de la rationalité économique ; l'observation doit en tenir compte.

Cette céréale est la première production agricole de l'île avec environ 3 millions t de paddy¹ ou près de 2 millions t de riz décortiqué, bien avant le manioc et le maïs. En 1999, la filière riz représentait 12% du PIB national et 43% du PIB agricole et la production rizicole concernait environ 10 millions de personnes sur une population de 15 millions d'habitants [UPDR-FAO 2001, Dabat 2003]. Cette population étant l'une à plus faible revenu du monde², les performances de cette filière sont un enjeu de poids pour l'alimentation et la lutte contre la pauvreté des Malgaches [Bockel et al., 2001]. L'importance du riz, au cœur des actions privées et publiques, en fait un secteur privilégié pour atteindre les objectifs économiques, sociaux et écologiques prônés par l'oxymore du *développement rapide et durable*.

Jusqu'à ces dernières années, les rendements moyens stagnaient à un niveau très bas de 2t par ha, la production augmentait moins vite que la population : respectivement 1,2 et 2,8 % l'an sur les 30 dernières années [Hirsch, 2000], entraînant mécaniquement la diminution des disponibilités de riz national par habitant³ et l'augmentation des importations pour un pays jadis exportateur de riz (plus de 300.000 tonnes importées en 2002). Il semblerait que ce diagnostic soit obsolète puisque les statistiques récentes montrent des taux d'accroissement de l'ordre de 6-7% par an⁴, au dessus donc de la croissance démographique. Le secteur était donc avant la crise 2004-2005 sur une trajectoire de relance de la production, la crise aura-t-elle freiné ou au contraire consolidé cette trajectoire de croissance ?

Les facteurs de la crise 2004-2005 sur le marché du riz

La manifestation la plus visible de la situation du marché du riz en 2004 et début 2005 est une augmentation sans précédent des prix de détail. Les causes de cette crise sont une conjonction de plusieurs facteurs, internes et externes ; physiques, monétaires et politiques.

L'an dernier, les prix du riz ont normalement augmenté pendant la période de soudure, fin 2003 début 2004, mais ne sont pas redescendus en période de récolte, ils ont continué à augmenter à un rythme soutenu. La variation annuelle du prix du paddy entre récolte et soudure est habituellement de l'ordre de 50% au Lac Alaotra, elle a été de 150% en 2004-2005 [Minten et Ralison, 2005]. Le prix du riz national ou importé dépassait historiquement 1000 Ar le kg entre septembre 2004 et février 2005 sur les marchés de la capitale. Si on compare l'évolution des prix du riz en 2001 et en 2004, on peut se rendre compte que les trois premiers mois de l'année il coûtait moins cher en 2004 qu'en 2001 et 2,5 fois plus cher en novembre.

Cette hausse des prix s'est généralisée dans tout le pays. Elle s'est répercutée dans l'espace : marchés urbains et ruraux, auprès de tous les agents de la filière et pour toutes les variétés de riz (vary gazy, makalioka, tsipala, riz pluvial...). A titre d'exemple, dans le Moyen-Ouest, la hausse des prix du riz a été aussi importante sur les marchés situés en bord de route nationale que sur les marchés plus enclavés comme Inanantonana (45 mn de piste en saison sèche), Vasiana (1h15mn), Mahasolo (2h30mn) ou Ambalanirana (4h).

¹ Riz non décortiqué.

² Environ 60% vit en deçà du seuil de pauvreté de 1US\$ par jour.

³ 150 kg en 1980, 114 kg en 1999.

⁴ +7,4% d'augmentation de la production entre 2001-2002 (2.670.561 t) et 2002-2003 (2.868.000 t) ; +5,7% entre 2002-03 et 2003-04 (3.030.000 t).

Aléas climatiques et difficulté à estimer le « gap »

Deux cyclones en début d'année 2004 (Elita 26/01 au 02/02/04, Gafilo 07/03 au 12/03/04) ont compromis une récolte qui s'annonçait bonne. Ces cyclones ont causé des dégâts dans toutes les zones de production, excepté le Lac Alaotra. Plusieurs zones excédentaires sont devenues déficitaires. La perte rizicole après le passage des cyclones a été estimée à 362.000 t de paddy par la FAO et le PAM soit 250 000 t de riz blanc [FAO/PAM, 2004]. L'autre effet de ces cyclones a été la réduction des stocks de riz disponibles du fait de l'approvisionnement des zones sinistrées.

Indépendamment des forts aléas climatiques, la production de riz est difficile à évaluer à Madagascar (parcellisation des cultures, étalement des récoltes, enclavement des zones de production, difficulté de communication avec les paysans...). La DSSE/MAEP a estimé la récolte 2004 à 3.030.000 t de paddy, record de production à Madagascar. L'estimation du MAEP repose sur un échantillon de 300 parcelles dans les principales zones de production dont les rendements sont mesurés⁵. Une extrapolation est faite ensuite à partir d'une surface estimée de 1.250.000 ha corrigée des pertes à la récolte et des dégâts des cyclones.

Le chiffre annoncé pour la récolte 2004 pourrait avoir été trop généreux. En date du 5 août 2004, l'UPDR/MAEP a simulé une estimation du déficit en riz de la campagne 2004-2005 en fonction de 2 hypothèses de niveaux de consommation (115 et 130 kg/hab.), le total cumulé du déficit début 2005 devait ainsi s'élever entre 126.000 et 411.000 t de riz. L'atelier d'août 2004 a retenu une hypothèse de 200.000 t de déficit, intermédiaire entre les deux estimations mais plus proche de la borne inférieure de la fourchette. Ce « gap » entre production et consommation aura vraisemblablement été minimisé. Cette estimation erronée de la production et des besoins en riz n'est pas spécifique à 2004 mais pourrait avoir joué l'effet d'amplificateur des autres facteurs de crise.

La dépréciation de la monnaie malgache

La monnaie malgache s'est dépréciée par rapport à l'€ et à l'US\$ à partir de décembre 2003 (1.204 ariary/1US\$ ou 1.476 ariary/1€), elle a atteint sa parité la plus faible en juin 2004 (2.287 ariary/1US\$ ou 2.777 ariary/1€). Depuis cette date, elle s'est légèrement appréciée pour se stabiliser temporairement à 2.000 ariary/1US\$ ou 2.400 ariary/1€

Cependant, le prix du riz en équivalent US\$ sur le marché d'Antananarivo montre que cette dépréciation a contribué à la hausse des prix en 2004 et début 2005 mais qu'elle n'est pas le seul facteur : le prix à la fois du riz local et du riz importé en équivalent US\$ est passé de 0,07 à 0,14 entre février 2004 et février 2005. En avril 2005, ce prix a presque retrouvé son niveau d'avril 2004 : 0,10 US\$ contre 0,07 US\$.

L'augmentation des prix du riz et du fret sur le marché international

Il existe une forte corrélation des prix entre riz malgache et riz importé, produits assez parfaitement substitués. Un calcul de corrélation entre les prix FOB Bangkok et les prix de détail à Antananarivo montre une corrélation positive de 0,535 sur la période janvier 2000-août 2004 [World Bank, 2004], démontrant que les prix dans la capitale de Madagascar sont

⁵ Le niveau de production est très dépendant des rendements qui sont eux-mêmes sujets à plusieurs facteurs : conditions climatiques, utilisation d'intrants, gestion des parcelles. La production est aussi liée à la superficie qui dépend de la substitution entre produits agricoles (Union Européenne, 2004).

dépendants de l'évolution du marché international, même si le pays n'importe qu'une quantité variant entre 100.000 et 300.000 t pour une production nationale de l'ordre de 2.000.000 t.

Deux facteurs ont joué de concert sur le renchérissement du prix du riz importé CAF Tamatave:

- le prix du riz lui-même a augmenté sur le marché international, lié à la réduction des stocks mondiaux et à l'augmentation de la demande de certains pays, et devrait se maintenir à des niveaux élevés (thaï⁶ à 176 US\$/t FOB en moyenne en 2003, 224 US\$ en juillet 2004, 269 US\$ fin mars 2005, 253 US\$ en août 2005). La tendance haussière devrait se poursuivre durant les prochains mois au moins jusqu'à l'arrivée de la récolte principale en Asie fin 2005 et début 2006. En perspective de plus long terme apparaît cependant un maintien élevé des prix lié à une demande mondiale croissant plus vite que la production ;
- le coût d'acheminement du riz à Madagascar a aussi augmenté : d'une part le prix du pétrole a flambé au niveau mondial (plus de 55 US\$ fin octobre 2004⁷), d'autre part il y avait une faible disponibilité de bateaux pour acheminer le riz vers Madagascar (demande très forte de service de transport de l'Asie et notamment de la Chine pour de gros volumes et opportunités de fret de retour, faible intérêt des compagnies de transport pour l'Afrique de l'Est : contrats *spot* et pas d'acheminement régulier).

L'intervention de l'Etat et l'éviction des importations commerciales

Face à un arbitrage des opérateurs largement en défaveur du riz importé les premiers mois de 2004, l'Etat a mis en place une politique des prix en subventionnant de fait l'importation de riz⁸ et administrant son prix de vente (700 Ar au niveau du consommateur) largement au dessous du prix de parité import (entre 800 et 900 Ar). Cette mesure, à caractère social, paraît avoir contribué aux distorsions économiques sur le marché du riz (maintien des prix intérieurs à un niveau élevé) par les mécanismes de désincitation à l'importation et d'incitation au stockage qui ont accru progressivement la pénurie de riz sur le marché intérieur.

En effet, à la période habituelle d'importation (fin de l'année, début de l'année suivante), l'arbitrage entre riz national et riz importé pour les opérateurs économiques était en 2003-2004 nettement en faveur du riz malgache. En début d'année 2004, avec un prix dédouané du riz importé de 385 Ar/kg et une marge brute de seulement 122 Ar pour acheminer et vendre ce riz 507 Ar/kg sur les lieux de consommation, les opérateurs avaient intérêt à chercher des stocks de riz malgache de la récolte 2003 (au prix de 128 Ar/kg). L'augmentation des prix de détail du riz (734 Ar/kg en août 2004) aurait pu ensuite rendre les importations plus attractives pour les opérateurs ; mais le prix du riz au niveau international était à ce moment là plus élevé, renchéri par la dévalorisation de la monnaie malgache (685 Ar/kg dédouané), et la marge brute à partir de ce riz s'est réduite à 49 Ar/kg. Il était alors inenvisageable d'importer sinon à trouver des prix préférentiels sur le marché mondial. En décembre 2004 pourtant, les prix de détail étaient très élevés sur le marché libre (1147 Ar/kg) et le prix relatif riz local/riz importé pour les opérateurs (660 Ar / 735 Ar dédouané) redevient favorable à l'importation ; mais le riz gouvernemental commence à rentrer massivement (43.000 t en décembre, 135.000 t sur les 3 mois : décembre, janvier et février) et son prix de vente à 700 Ar/kg dissuade les importateurs créant de fait une situation de pénurie de riz et de maintien des prix élevés.

⁶ Riz thaïlandais avec 25% de brisures.

⁷ Il est actuellement à plus de 70 US\$ le baril.

⁸ Les quelques opérateurs privés associés à cette opération n'ont pas réglé la taxe à l'importation.

Les effets redistributifs immédiats de la crise

Le prix du riz en 2004-début 2005 a incontestablement été un facteur d'enrichissement pour les uns et d'appauvrissement pour les autres. De manière générale, les agents de la filière qui ont surtout bénéficié de la situation sont les riziculteurs excédentaires au cycle tardif et les agents qui ont correctement anticipé l'augmentation des prix et qui ont pu mobiliser des capacités et des moyens financiers pour le stockage. Par contre, les ménages pauvres en milieu rural ont peu eu accès au riz subventionné et ont souffert de la hausse du prix du riz local. En 2004, la majorité des riziculteurs n'auraient pas bénéficié de l'augmentation des prix puisqu'ils ont vendu leur paddy à un prix semblable à 2003 à la récolte (avril-juin) et ont acheté du riz à un prix très élevé à la soudure (les prix n'ont commencé à augmenter qu'en juillet). Parmi les bénéficiaires (riziculteurs excédentaires au cycle tardif), comme les riziculteurs du Lac Alaotra et de Marovoay, plusieurs observations témoignent d'une mécanisation des exploitations (*kubota* japonais à Ambatondrazaka ⁹) et de l'utilisation de quantités unitaires plus importantes d'engrais. La part des ménages ayant acheté des intrants est passé de 2003 à 2004 de 67% à 77% à Ambatondrazaka (la dépense par ménage est passée de 7.000 à 58.000 A), de 14 à 39% à Marovoay (de 3.000 à 11.000 Ar), de 44% à 56% à Antsirabe (de 17.000 à 32.000 Ar), de 14% à 35% à Tsiroanomandidy (de 40.000 à 50.000 Ar) [ROR, 2005].

D'autres tendances relevées [Binet et al., 2005] sont la modification de pratiques agricoles dans le sens de l'extension de la culture du riz sur des parcelles en *tanety* ¹⁰ dédiées auparavant à d'autres cultures pluviales ou laissées en friche ; la prise de conscience du besoin d'organisation collective (approvisionnement, formation...) pour améliorer les rendements et sécuriser la production ; la création de nouvelles zones d'aménagement régionales pour une production rizicole commerciale ; l'investissement des grands opérateurs économiques dans la production rizicole ; mais aussi la diversification de la production et de la consommation vers d'autres produits que le riz. L'observation attentive de la réussite de ces projets et du caractère plus ou moins pérenne de l'ensemble de ces stratégies individuelles ou collectives anti-risques devrait montrer s'il y a eu modification en profondeur des comportements des acteurs.

Des opportunités offertes par la crise

La crise a ouvert plusieurs opportunités qui constituent autant de défis à relever pour maintenir la filière riz sur une trajectoire de croissance:

- (i) les signaux de prix sont arrivés aux paysans excédentaires leur offrant la possibilité si le paddy se stabilise à un niveau plus élevé qu'auparavant, de cibler le riz comme culture commerciale et pas seulement vivrière. Ceci par comparaison aux années de libéralisation de la filière (depuis le milieu des années 80) pendant lesquelles la politique des prix n'avait pas été suffisante pour un retour à une croissance soutenue de l'offre du fait de la structure non concurrentielle de la commercialisation et de l'enclavement des régions productrices (difficultés d'approvisionnement en intrants, coûts importants d'évacuation des produits), « les signaux de prix » atteignant ainsi difficilement les producteurs [Razafimandimby, 1997]. Mais les riziculteurs pourraient bien aussi être incités à produire plus à l'avenir pour limiter les risques de pénurie pour les besoins de leurs ménages en mettant en culture toutes les terres exploitables.

⁹ Les ventes de petits motoculteurs japonais y auraient augmenté de façon importante sans qu'on ait une visibilité claire de l'ampleur de ce phénomène : les chiffres annoncés varient d'une progression de plusieurs centaines à plusieurs milliers au cours de ces derniers mois.

¹⁰ Versant de collines.

Si les prix du paddy à la récolte en 2005 se maintiennent à un niveau élevé, l'élan productif connu en 2004 pourrait continuer sur sa lancée en 2006 ;

- (ii) le ratio prix de l'engrais/prix du paddy s'est amélioré pouvant inciter les riziculteurs à utiliser plus d'engrais. Depuis les années 70, la consommation d'engrais reste stationnaire à Madagascar, de l'ordre de 3 à 7 kg par ha cultivé. C'est un des niveaux les plus faibles du monde. L'un des facteurs explicatifs est que ce ratio est fréquemment supérieur à 3, ce qui est un facteur dissuasif dans un contexte de risques élevés pour les producteurs [Beauval, 2005¹¹]. Le prix de l'engrais à Madagascar (0,6 US\$/kg pour l'urée est 6 fois plus élevé que dans les pays asiatiques (0,1 US\$ en Inde, 0,2 US\$ au Vietnam). Ceci est dû à l'absence d'une véritable filière de distribution d'engrais, à des coûts élevés de transport, à la frilosité des banques pour les activités agricoles, à la spécificité de la demande malgache (NPK 11.22.16 peu employé ailleurs et donc coûteux) et à la taille du marché. Du fait de l'augmentation des prix du paddy, le ratio est actuellement à 2 kg de paddy pour 1 kg d'engrais mais il est probable que la hausse du prix du pétrole engendrera une forte hausse des engrais sur le marché mondial pour les années à venir ;
- (iii) après une hausse importante, les cours du riz au niveau international devraient permettre au riz malgache de redevenir compétitif à l'exportation, surtout vers les marchés du COMESA et de la SADC. Le pays pourrait exporter du riz de qualité à prix élevé et continuer à importer du riz ordinaire bon marché. Exporter en période de récolte et importer en période de soudure devraient permettre de réguler les flux de riz et limiter les stocks. Plusieurs possibilités s'offrent au pays et notamment le marché du Kenya, à la fois membre de l'EAC (East African Community) et du COMESA. Depuis février 2005, l'EAC (Ethiopie, Kenya et Ouganda) a mis en place un droit de douane à l'importation de 35% (auparavant 75%). Par ailleurs, selon les règles de la Zone de Libre Echange du COMESA¹², les droits à l'entrée sur le marché kenyan pour le riz malgache sont de 0%. Actuellement seule l'Egypte exporte selon ce régime, mais le riz malgache peut également bénéficier de ce régime commercial préférentiel. Le prix du riz pakistanais (25% de brisures) est actuellement de 275 \$/t CAF et celui du riz égyptien de 340 \$/t CAF rendus Mombassa. Ces éléments permettent d'envisager un prix du riz FOB départ Madagascar à \$ 310-315 \$/t, soit une bonification de \$ 35-40 \$/t par rapport aux prix mondiaux [Jenn-Treyer et al., 2005]. Par ailleurs, pour viser un objectif d'exportation, les agents de la filière à Madagascar doivent faire des efforts de qualité de façon à occuper certaines niches de marché à haute valeur ajoutée : riz biologique, riz rouge... Etant donné sa situation géographique, les opérateurs pourraient aussi viser les marchés de détail d'Afrique du Sud ou d'autres pays africains. Ceux-ci sont des importateurs nets importants de riz qui s'approvisionnent généralement hors Afrique ;
- (iv) enfin la situation 2004 a montré qu'il était important d'exploiter la diversité des possibilités techniques offertes par la riziculture malgache ; des cultures marginales, comme le riz précoce (riz pluvial, *vary aloha...*) ou tardif (*vary jeby*), ont atténué la pénurie à des moments critiques. En effet, environ 30% de la production annuelle sont récoltés en dehors de la mise en marché principale concentrée sur trois mois, d'avril à juin, et contribuent à atténuer l'écart de prix entre la période de récolte et la période de soudure. En complément de l'appui aux récoltes traditionnelles, ces productions sont à

¹¹ Communication orale.

¹² Neuf Etats du COMESA sont membres de la ZLE (Djibouti, Egypte, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Soudan, Zambie et Zimbabwe) depuis le 31 Octobre 2000.

encourager. Le riz pluvial peut représenter une perspective intéressante dans cette optique : il permet de raccourcir la période de soudure (riz précoce), de financer le riz de deuxième saison, a un rendement supérieur au décorticage et fait l'objet d'une demande inter-régionale (depuis les Hautes Terres vers les villes côtières). Ces atouts rejoignent les préférences des consommateurs pour un riz pluvial de qualité qui leur apparaît comme plus propre (moins de grains noirs, de cailloux, de son), ayant moins de défauts (moins humide, de grains verts, de brisures), se comportant mieux à la cuisson (fait moins le *mohaka*, gonfle plus) et tenant mieux au ventre que le riz aquatique [Dzido et al., 2005]. D'autres opportunités techniques à exploiter sont la double riziculture dans les zones de moyenne et haute altitudes, l'utilisation de riz à cycle court, l'exploitation de repousses après récolte (notamment pour les riziculteurs déficitaires nets) et les cultures de contre-saison (maraîchage en particulier).

Conclusion

La crise s'est jouée sur le terrain économique (marché, prix...) mais plus que tout a pointé un problème institutionnel qui est le manque de transparence et de confiance entre les partenaires de la filière riz (Etat/importateurs, paysans/commerçants, Etat/consommateurs, collectivités locales/opérateurs...) qui a nuit à la gestion collective de cette période difficile. Les modalités d'un pilotage public/privé de la filière riz sont indispensables mais difficiles à trouver après une longue habitude d'interventionnisme plus ou moins marqué de l'Etat et une libéralisation plus imposée que choisie (Dabat et al., 2005). Par ailleurs un des acquis de cette période difficile a été d'élargir le spectre des possibilités de devenir pour cette filière. L'objectif de l'autosuffisance alimentaire pourrait bien s'apparenter de plus en plus à un risque plutôt qu'à un mythe. Le paradoxe serait que Madagascar produise rapidement la quantité de riz nécessaire à la satisfaction des besoins alimentaires de sa population sans qu'ait été envisagé l'écoulement des surplus à l'extérieur, créant un effet dépressif sur les prix. Pour ne pas trahir la confiance des riziculteurs dans les signes positifs du marché, il convient de développer d'urgence des mécanismes économiques pour faire face à la fois aux déficits et aux excédents de production. Il y a beaucoup à faire mais le riz est déjà planté.

Références

- Abé Y., 1984. *Le riz et la riziculture à Madagascar*. Paris: Editions du CNRS, 232p.
- Binet C., Briet P., Gastineau B., Gastineau P., Omrane M., 2005. Conditions de vie des ménages dans la commune rurale d'Ampitatafika en période de soudure – Conséquences de la hausse du prix du riz sur les pratiques agricoles et la formation du revenu (décembre 2004-février 2005), “*Travaux et Documents*” du programme de recherche *Dynamique démographique et développement durable dans les Hautes Terres malgaches 4D*, N°1, 12 p + annexe.
- Bockel L., Dabat M.-H., 2001. Améliorer la productivité du travail dans la riziculture pour lutter contre la pauvreté à Madagascar. Séminaire *La pauvreté à Madagascar : état des lieux, réflexions sur les politiques de réduction et leur mise en œuvre*. Antananarivo, 5-6-7/02.
- Boyer R., 1986. *La théorie de la régulation : une analyse critique*. La Découverte, Paris.
- Dabat M.-H., 2003. Analyse de la filière riz à Madagascar, *MEMENTO de l'agronome*, CIRAD-GRET-Ministère des Affaires étrangères, 15 p.
- Dabat M.-H., Razafimandimby S., Bouteau B., 2004. Atouts et perspectives de la riziculture péri-urbaine à Antananarivo, Madagascar. *Cahiers d'études et de recherches francophones Agricultures*, vol.13, n°1, p 99-109.
- Dabat M.-H., Jenn-Treyer O., Bockel L., Razafimandimby S., 2005. Histoire inachevée de la régulation du marché pour un développement durable de la riziculture malgache. Communication aux *Journées de la Société Française d'Economie Rurale*, Les institutions du développement durable des agricultures du Sud, Montpellier, 7-8-9 novembre.
- Dzido J.-L., Ramanantsoanirina A., Dabat M.-H., Razafimandimby S., 2005, *Agriculture sans maîtrise de l'eau: le cas du riz pluvial sur les Hauts Plateaux de Madagascar*. Forum de la Recherche sur le thème « Recherche performante : secteur prioritaire et moteur de développement durable », Tamatave, Madagascar, 10-11 mars, MENRS.
- Hirsh R., 2000. *La riziculture malgache revisitée : diagnostic et perspectives (1993-1999)*. Rapport de l'AFD ; 24p + annexes.
- Houlder J.A, Noyer M.H., 1960. *Ohabolana ou proverbes malgaches*. Tananarive: Imprimerie luthérienne ; 216p.
- Jenn-Treyer O., Magnay J., 2005. *Mise en place d'un système de régulation sur le marché du riz à Madagascar*, Rapport de mission Programme Alimentaire Mondial, Mai.
- Minten B., Ralison E., 2005. Working paper, *Prices and Welfare Dynamics in Rural Madagascar*, January, 7p + annexes.
- Rakotomalala M., Blanchy S., Raison-Jourde F., 2001. *Madagascar : les ancêtres au quotidien*. Paris: L'Harmattan ; 529p.
- Razafimandimby L., 1997. Ajustement dans le secteur agricole : insuffisance des réformes de prix et faiblesse de la compétitivité. In *Revue Economie de Madagascar, Agriculture : enjeux et contraintes de la libéralisation*, N°2, Octobre, p 13-36.
- Réseau des Observatoires Ruraux (ROR), 2005. *Fiches signalétiques 2000 à 2004*.
- Unité des Politiques de Développement Rural / FAO, 2001. *Diagnostic et perspectives de développement de la filière riz à Madagascar*. Accra: Publication FAO/RAFP ; 107 p.
- World Bank, 2004. *Madagascar Note on Rice Prices*, September 3, 13 p.